

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 29 JUIN 2015

Date de convocation : 23 juin 2015

Affiché le : 3 juillet 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 35

Nombre de pouvoirs : 21

Nombre de votants : 56

Nombre d'absents excusés : 7

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO Beaumes-de-Venise : 1 excusé et 1 pouvoir Beaumont-du-Ventoux : excusé Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Karine GUEZ - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Jean PAWLAK (suppléant de Michel JOUVE) Gigondas : excusé Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : excusé La Roque sur Pernes : pouvoir Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : pouvoir Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à France MIRTO - Stéphane GAUBIAC a donné pouvoir à Joël BOTREAU - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Serge ANDRIEU a donné pouvoir à Francis ADOLPHE - Franck DUPAS a donné pouvoir à Jean-Alain MAZAS - Pauline DREANO a donné pouvoir à Yvette GUIOU - Jean-François SENAC a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Caroline BALAS a donné pouvoir à Karine GUEZ - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Hélène CABASSY - Jacqueline RENOUE a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Roselyne SULTANA a donné pouvoir à Aimé NAVELLO - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°82-15- Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°88-15- Joseph BERNHARDT a donné pouvoir à Gaby BEZERT à partir de la délibération n°91-15 - Hervé de LÉPINAU a donné pouvoir à Julien LANGARD, Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné pouvoir à Guy GIRARD (le pouvoir de Bernard BOSSAN à Christiane MARCHELLO-NIZIA devient caduc) et Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES à partir de la délibération n°108-15 - Michèle PLANTADIS a donné pouvoir à Gilles VÈVE et Jean-Marie GRAVIER a donné pouvoir à Gérard BORGIO à partir de la délibération n°110-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Bernard CHARRASSE - Agnès MOISSON - Francis JULLIEN - Gérard VILLON- Christian MEFFRE (suppléant d'Éric UGHETTO) à partir de la délibération n°91-15- Pouvoir de Bernard BOSSAN caduc.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Léopold MEYNAUD

Délibération n°118-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique

Objet : Groupement de commande pour la fourniture d'électricité

Conseil de Communauté du 29 juin 2015

Délibération n°113-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique

Objet : Groupement de commande pour la fourniture d'électricité

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu la Loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité) du 7 décembre 2010, et la fin des tarifs réglementés d'électricité,

Considérant la nécessité pour les communes et la CoVe de conclure un marché public portant sur la fourniture d'électricité pour les tarifs dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA, avant le 31 décembre 2015,

Considérant la volonté de la CoVe et de certaines de ses communes membres de répondre à leurs besoins par une mise en concurrence commune,

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commande à cet effet, dont la CoVe est le coordonnateur, selon la formule dite d'intégration partielle,

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention constitutive du groupement de commande pour la fourniture d'électricité, coordonné par la CoVe, annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention, les marchés qui seront conclus par le groupement ainsi que tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : - 6 JUIL. 2015

Publication par affichage le : - 3 JUIL. 2015

Exécutoire le : - 6 JUIL. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 06/07/2015

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE

Objet du groupement : Fourniture d'électricité

Article 8 du Code des marchés publics

Table des matières

| | |
|--|----|
| Article I. OBJET DE LA CONVENTION | 3 |
| Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT | 3 |
| Article III. NATURE DU GROUPEMENT | 4 |
| Article IV. LE COORDONNATEUR | 4 |
| 4.01 Désignation du coordonnateur | 4 |
| 4.02 Missions du coordonnateur | 4 |
| Article V. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT | 5 |
| Article VI. DEFINITION DES BESOINS | 5 |
| Article VII. COMITE DE PILOTAGE | 6 |
| Article VIII. DUREE | 6 |
| Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS | 6 |
| Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES | 7 |
| 10.01 Répartition des dépenses liées au marché | 7 |
| 10.02 Participation aux frais de coordination | 7 |
| Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT | 7 |
| 11.01 Adhésion au groupement | 7 |
| 11.02 Sortie et dissolution du groupement | 7 |
| (a) 11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature du marché : | 7 |
| (b) 11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché : | 8 |
| (c) 11.02-3- Résiliation : | 8 |
| Article XII. MODIFICATION | 8 |
| Article XIII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES | 8 |
| ANNEXE FINANCIERE : | 10 |
| DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION | 10 |

PRÉAMBULE

La loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité) du 7 décembre 2010 a organisé la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité, jaunes et verts, au 31 décembre 2015 (*tarifs dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA*). À compter de cette date, les acheteurs publics doivent conclure un marché public avec un fournisseur d'électricité, dans le respect des règles de la commande publique.

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe) et certaines de ses communes membres ont décidé de recourir à un marché public groupé pour répondre à ce besoin.

La présente convention définit les modalités d'organisation de ce groupement de commande, constitué entre pouvoirs adjudicateurs, dans les conditions de l'article 8 du Code des marchés publics.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commande en vue de la passation d'un ou plusieurs marchés portant à titre principal sur la fourniture d'électricité.

Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT

Sont membres du présent groupement :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)

-
-
-
-
-
-

Les assemblées délibérantes des membres désignés ci-dessus ont approuvé :

- l'adhésion de leur personne morale au groupement de commande créé par la présente convention ;

- les termes de la présente convention par délibérations en date du :

- o 29/06/2015 du Conseil de Communauté de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

- o, du Conseil municipal de la Commune

- o, du Conseil municipal de la Commune

- o, du Conseil municipal de la Commune

- o, du Conseil municipal de la Commune

Article III. NATURE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées, selon la formule dite « d'intégration partielle ».

En conséquence, le coordonnateur du groupement assure

- la coordination de la passation de la procédure,
- la signature du marché commun,
- la notification dudit marché

Chaque membre du groupement exécute le marché pour son compte.

Article IV. LE COORDONNATEUR

4.01 Désignation du coordonnateur

La CoVe est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle est chargée, à ce titre, d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin décrit à l'article 1 de la présente convention.

Le représentant du coordonnateur du présent groupement est le Président de la CoVe.

4.02 Missions du coordonnateur

Dans le respect du code des marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes:

- recenser et définir les besoins ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises, à partir des éléments fournis par les membres du groupement ;
- faire valider ces documents par les membres du groupement ;
- choisir et conduire la procédure de passation du marché ;
- publier l'avis d'appel public à la concurrence ;
- mettre le dossier de consultation des entreprises à disposition des candidats potentiels et organiser la dématérialisation de la procédure ;
- centraliser les questions éventuelles des candidats et diffuser les réponses à ces questions ;
- réceptionner les candidatures et les offres ;
- analyser les candidatures et les offres des fournisseurs soumissionnaires ;
- mener les négociations éventuelles avec les candidats ;
- organiser et animer la commission d'appel d'offres du groupement ;
- finaliser la procédure d'attribution du marché : vérification du respect des obligations fiscales et sociales de l'attributaire pressenti, information aux candidats non retenus.
- signer le marché au nom et pour le compte du groupement ;
- assurer sa transmission au contrôle de légalité si celle-ci est requise ;
- notifier les pièces du marché au candidat retenu.

- ⇒ Le coordonnateur transmettra aux membres du groupement un exemplaire des pièces du marché.

Chaque membre du groupement assure directement l'exécution de son marché.

Néanmoins, le coordonnateur pourra intervenir sous forme de conseil ou d'assistance en phase d'exécution du marché (difficultés d'ordre technique ou contractuelle, questions éventuelles sur la facturation...)

Article V. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commande est constitué par les parties désignées à l'article II. Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commande et sont signataires de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage par son représentant à :

- donner au coordonnateur un accès aux données de consommation d'électricité détenues par son fournisseur actuel ;
- communiquer au coordonnateur les informations relatives au recensement des besoins ;
- prendre connaissance et valider le projet de dossier de consultation des entreprises avant la publication de la consultation ;
- fournir au coordonnateur les réponses aux éventuelles questions des candidats, lorsque ces informations ne sont pas disponibles au travers de l'accès aux données de consommation fournies par l'opérateur précédent ;
- prendre connaissance et valider l'analyse des offres réalisée par le coordonnateur (les membres du groupement pourront participer aux négociations éventuelles, sur leur demande) ;
- participer à la commission d'appel d'offres du groupement si elle est réunie.

Des réunions périodiques pourront être organisées par le coordonnateur en cours d'exécution du marché, pour partager un bilan de son exécution. Les membres du groupement s'efforcent à participer à ces réunions.

Article VI. DEFINITION DES BESOINS

Les parties au groupement décident de se coordonner pour la passation et la conclusion de marchés portant sur la fourniture et l'acheminement d'électricité.

Les marchés conclus porteront sur les tarifs dits « jaunes » à minima.

Les membres du groupement pourront choisir d'intégrer à la consultation les tarifs dits « bleus ». Ceux-ci seront présentés sous forme d'option, librement retenue par chaque membre du groupement au regard des offres reçues.

Le marché conclu par le groupement sera fractionné à bons de commande, dans les conditions édictées à l'article 77 du Code des marchés publics. Les commandes seront réalisées au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les marchés de chaque entité comporteront des prix unitaires. Les membres du groupement resteront libres de déterminer l'étendue de leurs commandes.

Article VII. COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage d'évaluation, comprenant l'ensemble des membres du groupement, sera chargé du bon fonctionnement et du suivi du ou des marché(s).

Il se réunira au besoin, afin de procéder à une évaluation régulière et aux mesures correctives éventuellement nécessaires, et chaque fois que nécessaire.

Article VIII. DUREE

Le groupement de commande est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres, et transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire.

Il prendra fin après l'exécution complète du ou des marchés, objet du groupement, reconductions comprises.

En cas de résiliation anticipée du marché conclu par le groupement pour quelque motif que ce soit, le groupement pourra procéder à la conclusion d'un nouveau marché répondant aux mêmes besoins, après accord écrit de chaque représentant des membres du groupement tel qu'il est constitué à ce moment.

La conclusion d'un nouveau marché dans ces conditions, est autorisée même en cas de retrait de l'un des membres du groupement. Ainsi, le retrait de l'un des membres du groupement n'entraîne pas nécessairement la déchéance du groupement (Cf. Art. XIII – Entrée et sortie du groupement).

Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le groupement de commande se constitue en application de l'article 8 du code des marchés publics.

La procédure de passation sera choisie en application des règles du Code des marchés publics applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Si le montant du marché impose la passation d'une procédure formalisée, le(s) marché(s) sera/seront attribués par une commission d'appel d'offres. Les membres du groupement conviennent qu'il s'agira de la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur, en application des dispositions de l'article 8, VII.

Selon les besoins exprimés, il sera établi un ou des marchés regroupant les besoins des membres.

Le coordonnateur signera le(s) marché(s) au nom et pour le compte des membres du groupement et le(s) notifiera au titulaire.

Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES

10.01 Répartition des dépenses liées au marché

Les membres du groupement s'acquittent directement des frais liés à leurs propres besoins, auprès du titulaire du marché.

10.02 Participation aux frais de coordination

Les frais liés à la conclusion du ou des marché(s) et à la coordination de leur exécution supportés par le coordonnateur sont partagés selon la répartition financière jointe à la présente convention.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT

11.01 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

L'adhésion d'un nouvel adhérent ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un avenant à la présente convention.

11.02 Sortie et dissolution du groupement

Les membres du groupement ne pourront se retirer de celui-ci que dans les conditions ci-après décrites.

(a) 11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature du marché :

Les membres du groupement, à l'exception du coordonnateur, peuvent se retirer du groupement avant la signature de tout marché par le groupement.

Ce retrait est notifié par le membre du groupement par courrier recommandé avec accusé de réception au coordonnateur, avec copie aux autres membres du groupement. La notification ne vaut que si elle est antérieure à la signature du marché par le coordonnateur.

Le membre démissionnaire s'acquitte cependant de ses obligations au titre du partage des frais de coordination tels qu'ils sont définis dans le tableau joint en annexe à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le coordonnateur déterminera, après consultation des membres du groupement restant, des suites à donner à la procédure après retrait de l'un des membres.

Le groupement pourra procéder :

- soit à la poursuite de la conclusion du nouveau marché,
- soit à la résiliation du groupement et de la présente convention.

(b) 11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché :

Après signature d'un ou plusieurs marchés par le groupement, à travers son coordonnateur, les membres du groupement ne sont autorisés à se retirer de la présente convention que dans des circonstances exceptionnelles et justifiées et répondant à un motif d'intérêt général.

Le retrait devra être notifié au coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement.

Le retrait ne prendra effet qu'à la fin du marché en cours (à l'échéance annuelle en cas de marché reconductible) et à condition d'avoir été notifiée au coordonnateur au minimum quatre mois avant cette échéance annuelle.

En outre, le membre du groupement qui se retire dans ces conditions demeure tenu de ses obligations au titre de la présente convention, ainsi qu'au titre du ou des marchés conclus. En conséquence, il assume la charge financière :

- des frais de coordination tels qu'ils ressortent du tableau annexé à la présente,
- des commandes minimales auxquelles il s'est engagé au titre du marché en cours.

(c) 11.02-3- Résiliation :

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord, par délibérations concordantes de l'ensemble des membres du groupement.

La disparition du groupement entraîne la résiliation des marchés conclus par celui-ci.

La résiliation du marché est notifiée au titulaire par le coordonnateur.

Article XII. MODIFICATION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des membres du groupement, sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement aura approuvé les modifications.

Article XIII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Fait en ... exemplaires.

À Carpentras, le.....

| MEMBRES DU GROUPEMENT | SIGNATURE |
|---|-----------|
| M. Francis ADOLPHE..... Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin | |
| M. / Mme Maire de la Commune de | |
| M. / Mme Maire de la Commune de | |
| M. / Mme Maire de la Commune de | |
| M. / Mme Maire de la Commune de | |

**ANNEXE FINANCIERE :
DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION**

| NATURE DES MISSIONS | Quantité en nombre de jour |
|---|---------------------------------------|
| I. Préparation du projet | |
| Préparation du groupement (réunions, compte-rendu...) | 1 |
| Formalisation de la convention constitutive du groupement de commande et des projets de délibération | 1 |
| TOTAL | 2 |
| II. Procédure | |
| Recensement des besoins et synthèse | 1 |
| Rédaction du dossier de consultation des entreprises | 3 |
| gestion de la procédure de mise en concurrence (rédaction de l'AAPC, réponse aux questions des candidats, réception des offres) | 1 |
| analyse des candidatures et pré-Analyse des offres, aide au choix du candidat pressenti | 2 |
| Organisation de la Commission d'Appel d'offres - Attribution | 1 |
| TOTAL | 8 |
| III. Phase exécution de marché (formule 2): Après la notification, chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution du marché en fonction de son engagement. | |
| Notification du marché (demande des pièces complémentaires, courriers aux non retenus, lettre de notification, réponses aux questions des candidats évincés) | 1 |
| TOTAL | 1 |
| TOTAL GENERAL EN NOMBRE DE JOURS | 11 (22 ½ journées) |
| Coût ½ journée* | 114,00 € |
| COUT DE LA COORDINATION DU GROUPEMENT | 2 508,00 €* |

* Partage dépendant du nombre de communes impliquées dans le groupement.